

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 24/03/3.3

SEANCE DU 11 MARS 2024
L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE ET LE ONZE MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	27	6	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILLIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Carine GINZAC, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPPE, Benoit ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTEES :

Patrick APARICIO, (représenté par Christine DEL NERO)
Thierry AKSOUL, (représenté par Michel THUILLIER)
Philippe CASTILLO, (représenté par Nicole BERNARDINI)
Valérie MASSENET, (représentée par Laetitia QUILICI)
Stanislas ROQUEBERT, (représenté par le Maire)
Claudie CARTEREAU-ZUNINO, (représentée par Christian BERCOVICI)

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :
<u>ABSTENTION(S)</u> :		<u>BLANC(S) et NUL(S)</u> :

OBJET : Frais de mission des élus locaux – Modalités de prise en charge

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que par délibération n°20/06/4 du 3 juin 2020 la prise en charge des frais de missions des élus de la Commune avait été approuvée afin de prévoir les modalités de remboursement des frais auxquels les élus pouvaient être exposés pour des missions qu'ils doivent effectuer dans le cadre de l'exercice de leur mandat hors territoire de la Commune.

Au vu de l'évolution des textes, il convient de mettre à jour et de compléter les modalités de cette prise en charge comme suit :

1 / FRAIS D'EXECUTION D'UN MANDAT SPECIAL OU FRAIS DE MISSION

Le remboursement des frais que nécessite l'exécution des mandats spéciaux s'applique à tous les élus communaux. Pour obtenir le remboursement des dépenses engagées dans le cadre d'un déplacement ou d'une mission, l'intéressé doit agir au titre d'un mandat spécial, c'est-à-dire d'une mission accomplie dans l'intérêt de la Commune, par un membre du conseil municipal et avec l'autorisation de celui-ci.

La notion de mandat spécial exclut toutes les activités courantes de l'élu et doit correspondre à une opération déterminée, de façon précise, quand à son objet (organisation d'une manifestation, festival, exposition, lancement d'une opération nouvelle, etc.), et limitée dans sa durée. Le mandat spécial doit entraîner des déplacements inhabituels et indispensables.

Par ailleurs, dans la mesure où il entraîne une dépense, le mandat spécial doit être conféré à l'élu par une délibération du conseil, cette délibération pouvant être postérieure à l'exécution de la mission.

Une fois ces conditions réunies, les intéressés ont un droit au remboursement des frais exposés dans le cadre de leur mission : frais de séjour, frais de transport et frais d'aide à la personne.

➤ Les frais de séjour (hébergement et restauration)

Les frais de séjour sont remboursés forfaitairement en vertu de l'article R2123-22-1 du CGCT, et dans la limite du montant des indemnités journalières allouées à cet effet aux fonctionnaires de l'Etat comme suit :

	TAUX DE BASE	GRANDES VILLES (200 000 habitants et plus) et COMMUNES DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS	COMMUNE DE PARIS
HEBERGEMENT* (incluant le petit-déjeuner)	90 €	120 €	140 €
REPAS	20 €	20 €	20 €

Les justificatifs des dépenses réellement supportées devront être présentés pour générer le versement du remboursement des frais d'hébergement et de repas et dans la limite des montants précités.

En l'espèce, la commune qui reste très active sur divers axes ayant trait à son image extra-muros, assure régulièrement une présence auprès d'instances nationales qui sont :

- sa participation aux « Plus Beaux Détours de France »,
- sa participation en sa qualité de Ville membre du Réseau des Villes et Métiers d'Art,
- sa participation aux Villes et Villages Fleuris...

Soucieux d'une participation auprès de ces instances, des déplacements sont réalisés dans l'année par, généralement, 1 ou 2 élus. Cette liste n'est pas limitative et d'autres participations en qualité de lauréat de concours auxquels la Ville participe, peuvent se réaliser.

A cet effet, en application du décret du 19.07.2001, il peut être dérogé au régime général de prise en charge des frais de missions tels que sus mentionnés au regard de circonstances exceptionnelles ou particulières.

➤ Les frais de transport

Les frais de transport avec le véhicule personnel sont pris en charge selon le taux d'indemnités kilométriques fixés par l'arrêté ministériel du 26 août 200 revalorisé suivant la nouvelle législation en vigueur :

Puissance du véhicule en CV	Jusqu'à 2000 km	De 2001 à 10000 km	Au-delà de 10000 km
5 CV et moins	0.32 €	0.40 €	0.23 €
6 CV et 7 CV	0.41€	0.51€	0.30 €
8 CV et plus	0.45 €	0.55 €	0.32 €

Peuvent également donner lieu à remboursement, sur justificatif de paiement, les frais :

- De transport collectif,
- De taxi,
- Des billets d'avion ou de trains (aller/retour),
- De péage autoroutier, ou de frais de parc de stationnement.

➤ Les frais d'aide à la personne

Les frais d'aide à la personne peuvent être pris en charge, ils comprennent les frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile. Leur remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.

2/ FRAIS DE DEPLACEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL

Les membres du conseil municipal peuvent bénéficier du remboursement des frais de transport et de séjour qu'ils ont engagés pour se rendre à des réunions dans des instances ou organismes où ils représentent la Commune, lorsque la réunion a lieu hors du territoire de celle-ci. La prise en charge de ces frais est assurée dans les mêmes conditions que pour les frais de mission.

Les élus en situation d'handicap peuvent également bénéficier du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'ils ont engagés pour se rendre à des réunions ayant lieu sur et hors du territoire de la Commune.

Le décret n°2021-258 du 9 mars 2021 précise que la prise en charge de ces frais spécifiques s'effectue toujours sur présentation d'un état de frais et, désormais, dans la limite, par mois, du montant de l'indemnité maximale susceptible d'être versée au maire d'une commune de moins de 500 habitants (soit 1041,90€ au 01^{er} juillet 2023).

Le remboursement de ces frais est cumulable avec les remboursements des frais de mission et des frais de transport et de séjour.

3/ FRAIS D'AIDE A LA PERSONNE DES ELUS MUNICIPAUX

Tous les conseillers municipaux bénéficient d'un droit d'un remboursement par la Commune des frais de garde d'enfants de moins de 16 ans ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, qu'ils ont engagés en raison de leur participation à des réunions communales.

Dans ce cadre, les élus auront droit au remboursement des frais engagés en raison de leur participation aux réunions municipales suivantes : conseil municipal, commissions.

L' élu devra fournir à la collectivité une déclaration sur l'honneur signée attestant notamment des éléments suivants :

- La garde dont le remboursement est demandé concerne bien des enfants de moins de seize ans, des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, ou des personnes ayant besoin d'une aide personnelle dont la garde par les membres du conseil municipal à leur domicile est empêchée par la participation aux réunions susvisées ;

- Le montant de la prestation ;

Ce remboursement ne peut pas excéder, par heure, le montant du salaire minimum de croissance (11,52 € au 1^{er} mai 2023).

4/ FRAIS EXCEPTIONNELS D'AIDE ET DE SECOURS ENGAGES PERSONNELLEMENT PAR LES ELUS

Les dépenses exceptionnelles d'assistance ou de secours engagées en cas d'urgence par le Maire ou un Adjoint sur leurs deniers personnels peuvent leur être remboursées par la Commune sur justificatif, après délibération du conseil municipal.

L'ASSEMBLEE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2123-18-1, R.2123-22-1, R.2123-22-2 et R.2123-22-3,

VU le Décret n° 2021-258 du 9 mars 2021 relatif au remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique engagés par les élus locaux en situation de handicap,

VU l'arrêté du 14 mars 2022 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat,

VU Arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. AUTORISE le remboursement des frais de missions engagés par élus de la Commune selon les modalités susmentionnées.
2. AUTORISE Monsieur le Maire, en cas d'impossibilité de réunir le conseil municipal dans les délais, à conférer un mandat spécial à un élu, sous réserve de solliciter la validation de l'assemblée à postériori.
3. DIT qu'en cas de revalorisation nationale des montants des remboursements, il ne sera pas nécessaire de saisir de nouveau l'assemblée délibérante.
4. DIT que la dépense sera prévue au compte 021/6532 des budgets 2024 et suivants.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



**Le ou la secrétaire
de séance**